



La politique africaine de la France : de Charybde en Scylla ?

PINCE-sans-rire, le RPR (Rassemblement pour la République ; à ne pas confondre avec le RPT, Rassemblement du peuple togolais) a dénoncé, le 16 février, la « politique de la terre brûlée » du gouvernement français au Togo ; une politique qui ferait fi des « liens d'amitié » entre le Togo et la France et qui risquerait de « laisser d'autres pays occuper la place qui était jusqu'ici la nôtre » (*Le Monde*, 18 février 1993). Ce communiqué — l'un des textes les plus surréalistes qu'il nous ait été donné de lire au sujet des relations franco-africaines, pourtant propices à ce genre littéraire — est riche d'enseignements.

En premier lieu, il confirme qu'une partie de la droite française joue sans complexe la carte de la restauration autoritaire au sud du Sahara. Au prime abord, les propos de Charles Pasqua, chantant les louanges du général Eyadema à

Lomé, au mois de décembre, avaient été imputés au style particulier du sénateur des Hauts-de-Seine qui chasse sans trop de complexe sur les terres de l'électorat populaire de l'extrême-droite française et dont la coopération « décentralisée » avec quelques États subsahariens, si possible pétroliers, cache mal les besoins financiers de ses campagnes électorales et de sa stratégie de conquête du parti gaulliste (*Libération*, 2 février 1993). Les observateurs mettaient notamment l'accent sur la rivalité qui opposait sur ce plan Charles Pasqua et Jacques Chirac, par exemple au Gabon. Mais, s'il est indéniable que les deux courants du RPR se disputent le contrôle des réseaux gaullistes au sud du Sahara (et des flux financiers que ceux-ci canalisent), il est devenu clair qu'ils sont d'accord sur la politique qu'il convient de mener dans cette région. A leurs yeux, la parenthèse démocratique

ouverte en 1989-1990 doit se refermer, car elle menace la stabilité des États en avivant le tribalisme (chacun se souvient des déclarations de Jacques Chirac sur le multipartisme en 1990) et en aiguisant les appétits de l'étranger (étranger dont la France ne fait pas partie, puisqu'elle est une puissance africaine de plein exercice, sinon de plein droit).

Comme l'épouvantail communiste ne peut plus déceimment être agité, c'est le spectre des États-Unis qui en tient désormais lieu. Nombre de Français vivant en Afrique sont en effet habités par le complexe de Fachoda. Ils ne peuvent plus, bien sûr, incriminer la Perfide Albion, qui a mis un bémol à ses ambitions africaines, mais les États-Unis ont suscité une rancœur tenace en soutenant, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le mouvement de décolonisation, en défendant le principe du libre-échange et en s'en prenant aux restes du Pacte colonial. Il n'a peut-être pas été suffisamment souligné que le gaullisme, chez ces Français tropicaux, a d'abord été l'expression idéologique de cette sensibilité obsessionnelle et protectionniste. Celle-ci s'est longtemps enflammée à propos du Tchad, terre emblématique de l'épopée de la Deuxième DB — et ne doutons pas que le rachat par Elf, dans ce pays, des parts d'un consortium pétrolier dominé par les Américains, à l'instigation directe de l'Élysée, a dû mettre du baume au cœur de nos amis... Elle a été fort opportunément avivée par les dirigeants africains, en particulier par le président Bongo, quand ceux-ci ont craint que M. Mitterrand ne s'éloigne du dogme du « pré-carré ». Elle s'alarme aujourd'hui, contre beaucoup d'évidences, du soutien que le *Social Democratic Front*

camerounais trouverait au Département d'État. Rapport Prouteau à la main, elle voit naturellement dans le maintien de la parité actuelle du F CFA la mère de toutes les batailles contre l'hydre de la Banque mondiale. Et demain elle sera prête à soutenir, les armes à la main s'il le faut, le président Eyadema contre Gilchrist Olympio, suppôt du Ghanéen Rawlings, pour sauver les acquis de janvier 1963. Autant dire que le RPR a tenu à flatter son électorat traditionnel parmi les Français de l'étranger qui vivent en Afrique. Mais il n'est pas le seul ! Valéry Giscard d'Estaing semble bien avoir écrit au général Eyadema pour lui faire part, lui aussi, de sa sympathie dans les jours difficiles qu'il traverse. Cette droite-là n'a rien appris depuis qu'elle a quitté le pouvoir, en 1988, et reste tentée par une politique de régression, au sens psychanalytique du terme ; elle s'imagine benoîtement retrouver une Afrique intouchée par deux ans de revendication démocratique, d'émeutes, d'opérations villes mortes, de grèves générales, de répression... et de rajeunissement démographique !

En second lieu, le communiqué du RPR a l'intérêt de confirmer que la droite n'est guère plus unie sur les questions africaines que sur les autres problèmes. Car si elle a donné un sérieux coup de pouce au processus de restauration autoritaire, par la voix de quelques-uns de ses ténors, elle n'a pas évité de grosses dissonances. M. Madelin a tenu à Lomé des propos que n'aurait pas désavoués un Jean-Pierre Cot quand il s'intéressait à l'Afrique et s'est prononcé sans ambiguïté en faveur de la construction démocratique. On ne cache pas, dans l'entourage de François Léotard, que tel est le sentiment du maire de Fréjus, et que

la prise de position de Valéry Giscard d'Estaing en faveur de M. Eyadema est consternante. Soit. Mais la cohabitation risque d'être plus mouvementée qu'on ne le suppose généralement entre un François Mitterrand, tenant à préserver son « domaine réservé », et un François Léotard, nommé Premier ministre ou, beau lot de consolation, ministre des Affaires étrangères dans un gouvernement Balladur. En effet, le président de la République a persisté, lors de son second septennat, dans les relations outrancièrement personnalisées qu'il a nouées avec les chefs d'État d'Afrique noire à partir de 1981. En fait, il n'a prononcé que du bout des lèvres, sous la pression des événements, qui rendaient impossible tout autre langage, le discours de La Baule que lui avait préparé l'un de ses anciens conseillers, Erik Arnoult, et qu'il semble bien, au demeurant, avoir quelque peu édulcoré. Mais dès le sommet de Chaillot, en novembre 1991, il donnait l'impression de se rétracter, au moment même où le président Biya pouvait se targuer d'avoir disloqué son opposition au prix de plusieurs centaines de morts, où le maréchal Mobutu s'engageait dans une épreuve de force contre l'union sacrée, et où le président Eyadema patronnait en sous-main les mutineries de sa soldatesque. Le message a été compris au sud du Sahara comme un blanc-seing, y compris en Côte-d'Ivoire, où M. Houphouët-Boigny put embastiller Laurent Gbagbo au début de 1992 sans encourir de reproches majeurs.

Aujourd'hui, le piège s'est refermé sur cette diplomatie, comme il était à prévoir et comme il a été prévu par certains services du Quai d'Orsay et par certains ambassadeurs. A Djibouti, Hassan

Gouled s'est fait reconnaître par voie de référendum, dans les conditions que l'on imagine, la possibilité constitutionnelle d'assumer un nouveau mandat présidentiel. Au Zaïre, le maréchal Mobutu a décrédibilisé et brisé son opposition, a inspiré une véritable campagne de purification ethnique au Shaba dans l'indifférence générale, a repris la totalité du pouvoir entre ses mains, et se dit prêt à présider à une nouvelle décennie du pillage de ce qui reste de son pays. Son vieux complice, le général Byadema, est en passe d'achever le même parcours du combattant autoritaire et de transformer le Togo en un nouvel Haïti, que fuient ses habitants. La France, impuissante, assiste à la débâcle et ne trouve de réponse — tardive — qu'en suspendant sa coopération, militaire, puis civile. Mesure vaine dès lors que les présidents autoritaires peuvent désormais compter sur les ressources de l'économie criminelle internationale et sur la confiscation des richesses nationales. Chose plus préoccupante, peut-être, Paris perd la face et se laisse humilier en acceptant, par exemple, que la délégation des ministres français et allemand de la Coopération se rende à la convocation du général Eyadema dans sa région natale, le 25 janvier, ou en ne s'émouvant guère de la liquidation de son ambassadeur au Zaïre comme témoin gênant d'un massacre commis par la Division spéciale présidentielle, au point d'accepter que le maréchal Mobutu vienne passer un week-end dans sa résidence du cap Martin... pour se faire soigner les dents, que l'on sait pourtant fort longues !

Chose plus grave encore, assurément, l'Élysée n'a plus d'autre politique, au sud du Sahara, que la fuite en avant. Quelle que fût

l'implication de l'Ouganda dans la rébellion du Front patriotique rwandais en octobre 1990, c'était une erreur que de prêter main-forte à un pouvoir à bout de souffle en maintenant un dispositif militaire sans être en mesure de transformer la nature du régime, ni de modifier le rapport de force en son sein, au profit des éléments modérés. Mais que dire de l'acharnement thérapeutique auquel se livre Paris depuis quelques semaines ? Par l'intermédiaire de Bruno Delaye, son conseiller pour les Affaires africaines, M. Mitterrand a pesé de tout son poids diplomatique pour amener le Premier ministre, représentant de l'opposition intérieure, sur les positions du président Habyarimana, nonobstant le fait que celui-ci ait saboté les négociations de paix d'Arusha de peur de les voir se retourner contre lui et que son entourage le plus proche soit directement compromis dans les massacres de Tutsi depuis 1990. De surcroît, la France a dépêché de nou-

velles troupes pour se substituer à l'armée rwandaise en déroute et barrer l'accès de Kigali au FPR, ne négligeant pas de désinformer la presse pour discréditer ce dernier dans l'espoir de faire oublier les tueries du « Réseau zéro », à l'origine du rebondissement du conflit, et d'évoquer l'éventualité d'une région dominée par une coalition tutso-ougandaise, sur l'air fachodesque dont nous avons vu qu'il sied à la diplomatie du Quai d'Orsay.

Si l'on ajoute que le principal bénéficiaire de l'aide publique « au développement » de la rue Monsieur et de la CFD a été, en 1992, le Cameroun, dont tous les experts mettent en cause la gestion erratique et dont les élections présidentielles du mois d'octobre ont été, de l'avis général, grossièrement truquées, on mesure l'ampleur du désastre dont est menacée la politique africaine de la France.

Jean-François Bayart

La transition togolaise dans l'impasse

QUELQUES jours après l'échec de la négociation de Colmar et l'annonce de la composition du quatrième gouvernement Koffigoh, qualifié de « coup d'État constitutionnel » par le HCR (Haut Conseil de la République), l'un des leaders de l'opposition togolaise résumait ainsi la situation : « *Le pro-*

blème de la sécurité reste entier et le problème institutionnel s'est aggravé. »

Par ailleurs, non seulement la grève générale continue, mais la capitale togolaise se vide littéralement de ses habitants, terrorisés par les dernières tueries de janvier et craignant pour l'avenir.

Selon un ambassadeur à Lomé,